Publication date :
 26/11/2025
 Page :
 3

 Tirage :
 8000
 Audience :
 12300

## ÉDITORIAL

de notre journaliste

David Marques

dmarques@lequotidien.lu



## Encore des piques

es personnes présentes hier matin à la Chambre de commerce ont découvert une nouvelle expression: la «CGTisation». Le directeur général Carlo Thelen a usé de ce terme, faisant référence au syndicat français CGT, pour dénoncer le blocage des syndicats luxembourgeois face à des réformes structurelles jugées cruciales pour un développement pérenne du pays. Au passage, le patron de la chambre patronale a taclé la CGFP, sans la nommer : «Il est devenu compliqué (...) de mener des réformes dès que le syndicat de la fonction publique s'y oppose.» Les noms de l'OGBL et du LCGB ne sont également pas sortis de la bouche de Carlo Thelen, mais il ne fallait pas trop lire entre les lignes pour identifier ses cibles.

Au vu des récents développements, la Chambre de commerce redoute la «fin du modèle luxembourgeois». Une formule à succès sur le plan économique et social, qui, grâce à des échanges constructifs en format tripartite, a toujours permis de garder le pays à flot. Ce qui a encore bien fonctionné lors de la crise sanitaire, suivie de près par la crise énergétique, est aujourd'hui fortement abî-

mé. En cause, la nouvelle formule employée par le gouvernement CSV-DP: «Consulter puis décider seul». Une mobilisation massive et trois rondes sociales plus tard, les relations entre partenaires sociaux restent tendues. Tout au plus, les deux premiers rounds des pourparlers en format bipartite ont permis un timide rapprochement entre l'Union des syndicats et les ministres du Travail et de l'Économie. Le camp patronal, représenté par l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), souligne que ses propositions visant à moderniser le temps de travail «relèvent du bon sens». Une manœuvre pour contrer le discours syndical fustigeant un «catalogue des horreurs».

Hier, le directeur de la Chambre de commerce a déploré le fait que le modèle tripartite ne fonctionne plus. Or le patronat a aussi sa part de responsabilité dans la dégradation du dialogue social. Il est intéressant de noter que le reproche d'une «CGTisation» et d'une fonction publique trop peu performante est formulé dans le cadre d'un avis sur le budget 2026 de l'État. On ne voit en tout cas pas la plus-value de ces nouvelles piques pour sauver justement le modèle luxembourgeois.